

Direction Régionale de l'Environnement,  
de l'Aménagement et du Logement  
Provence-Alpes-Côte d'Azur

Nice, le 20 avril 2012

Unité territoriale Alpes-Maritimes  
Nice Leader – Tour Hermès  
64/66 route de Grenoble - 06200 Nice

Préfecture des Alpes-Maritimes

A l'attention de Monsieur le Secrétaire Général

**INSTALLATIONS CLASSEES**  
**Rapport de présentation au Conseil départemental  
de l'environnement et des risques sanitaires et technologiques**

**Etablissement concerné :** Société SONITHERM - Usine d'incinération d'ordures ménagères et autres déchets assimilés de Nice

**Objet :** Action nationale de recherche et de réduction des substances dangereuses dans l'eau (RSDE) : prise en compte des dispositions de la note ministérielle du 27/04/2011 et clôture de la surveillance initiale

**Pièce jointe :** Projet d'arrêté préfectoral complémentaire

## 1- Contexte

La société SONITHERM est concernée par l'action nationale de recherche et de réduction des substances dangereuses dans l'eau (RSDE) dont les conditions de mise en œuvre sont définies par la circulaire ministérielle du 05/01/2009.

Pour mémoire, cette action nationale a pour objectifs principaux :

- de supprimer les rejets de 13 substances dangereuses prioritaires à l'horizon 2021 ;
- le respect des normes de qualité environnementale pour atteindre un bon état chimique et écologique des masses d'eau superficielles à l'échéance 2015 ;
- de contribuer au programme national d'action contre la pollution des milieux aquatiques.

En application des dispositions de la circulaire ministérielle, la société SONITHERM s'est vue prescrire par arrêté préfectoral complémentaire du 01/10/2010 les conditions de réalisation des campagnes de recherche des substances en question dans les rejets aqueux industriels de son installation d'incinération de déchets ménagers et assimilés qu'elle exploite à Nice.

Les différentes étapes décrites par l'arrêté préfectoral sont les suivantes :

- une surveillance initiale des substances représentatives du secteur d'activité de l'établissement réalisée sur la base de 6 prélèvements mensuels ;
- la remise par l'exploitant d'un rapport sur les résultats de la surveillance initiale, qui doit permettre de déterminer les substances à conserver dans le cadre d'une surveillance pérenne des rejets ;
- une surveillance pérenne des rejets de l'installation pour les substances retenues à l'issue de la surveillance initiale.

Cependant, par note du 27/04/2011, le ministère en charge de l'écologie a décidé d'adapter certaines des conditions de mise en œuvre de l'action nationale (initialement définies par la circulaire du 05/01/2009 et l'arrêté préfectoral du 01/10/2010 précitée) en particulier celles relatives au passage de la surveillance initiale à la surveillance pérenne.

Ainsi, la sélection des substances retenues à l'issue de la phase de surveillance initiale pour la surveillance pérenne des rejets est basée :

- sur les concentrations et la référence aux normes de qualité environnementale, selon la circulaire du 05/01/2009 et l'arrêté préfectoral ;
- sur les flux et leur comparaison à des seuils (fixés pour discriminer les ICPE les plus contributrices), selon la note ministérielle d'avril 2011.

Pour la société SONITHERM, la campagne de surveillance initiale a été réalisée de décembre 2010 à mai 2011.

Le rapport de synthèse de cette surveillance a été remis à Monsieur le Préfet, avec copie à l'inspection des installations classées, le 12 mars dernier.

Au regard des résultats obtenus durant la surveillance initiale et des nouveaux critères définis par la note ministérielle du 27/04/2011 précitée, la société SONITHERM indique que, pour toutes les substances analysées dans le cadre de la surveillance initiale, aucun des critères définis par la note précitée n'est satisfait.

De ce fait, elle propose de ne retenir aucune substance dans le cadre de la surveillance pérenne.

## **2- Analyse de l'inspection des installations classées**

En premier lieu, afin de pouvoir les prendre en compte, il s'avère nécessaire d'intégrer les modifications intervenues par la note ministérielle d'avril 2011 au sein des prescriptions techniques opposables à la société SONITHERM.

Pour cela, il convient de modifier par voie d'arrêté préfectoral complémentaire les dispositions de l'article 3.3. de l'arrêté préfectoral du 01/10/2010, qui définissent les conditions de passage de la surveillance initiale à la surveillance pérenne.

C'est l'objet du projet d'arrêté préfectoral joint au présent rapport.

En second lieu, à la lecture du rapport de la surveillance initiale transmis par la société SONITHERM, il apparaît effectivement qu'aucune des conditions définies par la note ministérielle d'avril 2011 n'est satisfaite pour mettre en place sur ce site une surveillance pérenne, en particulier au vu des faibles niveaux de rejets constatés pour l'ensemble des substances analysées, c'est-à-dire des niveaux de rejets inférieurs aux seuils définis par la note ministérielle.

En dernier lieu, la campagne de surveillance initiale a révélé l'existence d'émissions faibles des substances dangereuses prioritaires suivantes : nonylphénols (code 6598), cadmium (code 1388) et mercure (code 1387), pour lesquelles l'exploitant devra prendre toutes les dispositions nécessaires pour les supprimer à l'échéance 2021 comme le prévoit la directive n°2000/60/CE dite « directive cadre sur l'eau (DCE) » pour cette catégorie de substances dangereuses. A noter que le cadmium et le mercure sont déjà recherchés par l'exploitant dans le cadre de l'autosurveillance réglementée des rejets.

## **3- Conclusion et propositions de l'inspection des installations classées**

Compte tenu des éléments exposés dans le présent rapport, nous proposons à Monsieur le Préfet :

1. de donner une suite favorable à la demande de la société SONITHERM visant à ne retenir pour les rejets d'effluents liquides de l'usine d'incinération de Nice, aucune substance dans le cadre de la surveillance pérenne de l'action nationale RSDE.
2. de modifier l'arrêté préfectoral complémentaire du 01/10/2010 en ce qui concerne les conditions de passage de la surveillance initiale à la surveillance pérenne en intégrant les conditions définies par la note ministérielle du 27/04/2011,  
de compléter ce même arrêté préfectoral en prescrivant, pour les nonylphénols, le cadmium et le mercure, l'objectif de la DCE visant à supprimer les émissions de substances dangereuses prioritaires à l'horizon 2021.

Le projet d'arrêté préfectoral établi à cet effet en application de l'article R.512-31 du code de l'environnement est joint au présent rapport.

Enfin, nous proposons à Monsieur le Préfet de transmettre le présent rapport aux membres du Conseil départemental de l'environnement et des risques sanitaires et technologiques et de soumettre à leur avis le projet d'arrêté préfectoral complémentaire qui lui est annexé.